



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-les-agents-de-la-maintenance-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **EDF : les agents de la maintenance nucléaire mobilisés pour leur pouvoir d'achat**

27 avril 2017

EDF : les agents de la maintenance nucléaire mobilisés pour leur pouvoir d'achat

Paris - Plusieurs centaines d'agents EDF de la maintenance nucléaire ont manifesté jeudi à Saint-Denis (Seine-saint-Denis) pour défendre leur pouvoir d'achat, menacé par de **nouvelles règles sur la fiscalisation des frais de déplacement**, a-t-on appris de source syndicale.

"Entre 400 et 500" agents venus de toute la France se sont rassemblés devant le bâtiment abritant les équipes de production et d'ingénierie d'EDF où des rencontres avec la direction étaient prévues sur la question de la compensation de la fiscalisation des frais de déplacement, selon la CGT.

Interrogé, EDF n'a pas souhaité commenter.

Les agents de la maintenance nucléaire, au nombre d'un millier répartis sur sept sites en France, assurent "24 heures sur 24 et sept jours sur sept" la maintenance de l'ensemble des centrales nucléaires et interviennent aussi en cas d'incident, a expliqué à l'AFP José Fernandes (CGT).

Ils sont en déplacement "en moyenne 40 semaines à l'année", a-t-il ajouté, ce qui représente aussi de "fortes contraintes sur le vie personnelle".

Dans le cadre des nouvelles règles fiscales sur les frais de déplacement (restauration, hôtel), ils risquent de perdre à compter de début juillet, date de l'entrée en vigueur de ces nouvelles règles, jusqu'à "un tiers de leur rémunération annuelle", selon M. Fernandes.

Depuis janvier, des négociations sont en cours sur les moyens de compenser cette perte via des primes. "Mais là, on arrive au bout de la négociation et il manque encore beaucoup", a ajouté le responsable syndical pour expliquer la mobilisation.

Au-delà du pouvoir d'achat, la CGT insiste aussi sur "l'enjeu en termes de compétences et de sécurité" car ces agents spécialisés sont "très qualifiés" et certains, "débauchés auprès d'entreprises prestataires, risquent de repartir" si leur rémunération baisse.